

Le SSP soutient le modèle « 11+4 » sans durcissement des conditions d'accès aux lycées et une éducation numérique plus durable et plus réfléchie

Les enseignant-e-s réuni-e-s le 1^{er} novembre à l'occasion de la traditionnelle journée syndicale du Syndicat des services publics Région Neuchâtel (SSP-RN) ont approuvé une résolution¹ en faveur du modèle « 11+4 » concernant la maturité gymnasiale qui demande au Département de la formation, de la digitalisation et des sports (DFDS), au Conseil d'Etat ainsi qu'au Grand Conseil : 1. de maintenir les onze d'années d'école obligatoire pour tous les élèves, y compris celles et ceux choisissant la filière de maturité académique ; 2. de ne pas durcir les conditions d'accès aux lycées ; 3. de garantir aux élèves de notre canton la meilleure formation possible, qu'elle soit ou non académique.

L'assemblée a également approuvé le lancement d'une motion populaire « Pour une éducation numérique plus durable et plus réfléchie »² qui demande de revoir et de temporiser la mise en œuvre de la stratégie numérique, tout particulièrement au secondaire 2, afin de mieux prendre en compte les aspects liés à l'environnement et à la durabilité mais aussi aux potentiels impacts des écrans sur la santé des élèves. Elle demande aussi d'établir si la plus-value pédagogique est avérée ou non. Les 100 signatures nécessaires ont déjà été récoltées, mais la récolte de signatures se poursuit néanmoins.

Après les informations sur le travail syndical, conséquent, effectué durant l'année écoulée, les enseignant-e-s ont assisté en fin de matinée à une conférence de Kilian Winz, auteur d'une thèse de doctorat en sciences de l'éducation intitulée « La mise en œuvre d'une réforme structurelle en éducation : le cas de Neuchâtel ». L'auditoire a été captivé par son analyse des champs de tension entre les différents acteurs de l'école neuchâteloise (politique, administration, directions, corps enseignant et syndicats) dans la mise en œuvre de la réforme du cycle 3, mais aussi par son exposé sur la manière dont cette réforme, pensée et décidée par les politiques, a été et continue d'être appliquée dans la pratique, en l'adaptant notamment à la réalité du terrain.

Enfin, pour la deuxième année consécutive, une rencontre l'après-midi entre des enseignant-e-s et des élu-e-s cantonaux a permis d'échanger de manière constructive sur quatre thématiques d'importance pour le SSP : 1. La réforme du cycle 3, qui ne donne pas satisfaction et pour laquelle on attend toujours le bilan que le DFDS doit effectuer à l'attention du Grand Conseil avec, on l'espère, une enquête auprès des enseignant-e-s ; 2. L'inclusion scolaire, avec une présentation des pratiques dans les cercles scolaires qui adoptent des solutions différenciées, sans contrôle du DFDS et sans moyens financiers suffisants, ce qui engendre des situations de grande souffrance tant pour les élèves que pour les enseignant-e-s ; 3. La régionalisation de l'école obligatoire et les problèmes d'iniquité de traitement entre les cercles scolaires qu'elle engendre au niveau pédagogique, notamment en matière de soutien aux élèves ; 4. La réforme de la maturité gymnasiale, qui devra passer à 4 ans, et pour laquelle le SSP soutient le modèle « 11+4 » sans durcissement des conditions d'accès aux lycées. Les parties ont décidé de se revoir l'année prochaine en marge de la journée syndicale afin de poursuivre leurs échanges avec comme objectif commun d'améliorer la qualité de l'école neuchâteloise.

Contact : Claude Grimm, secrétaire régionale SSP (079 827 37 19)

¹ <https://cloud.hoststar.ch/s/G3a5qMBti9XA5RR>

² <https://cloud.hoststar.ch/s/cHnaejktYqem63g>